



Liberté . Égalité . Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

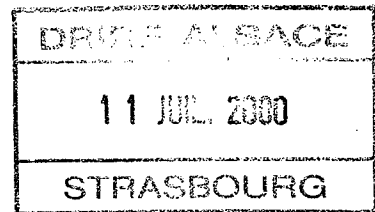
PRÉFECTURE DU HAUT-RHIN

Direction des Collectivités
Locales et de
l'Environnement

Bureau des Installations
Classées

DR/AG

Le - 4 JUIL 2000



- | | |
|--|---|
| ⇒ Monsieur le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt
Cité Administrative - <u>68026 COLMAR Cedex</u> | 3 |
| ⇒ Monsieur le Directeur Départemental de l'Équipement
Cité Administrative - <u>68026 COLMAR Cedex</u> | 1 |
| ⇒ Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales
Cité Administrative - <u>68026 COLMAR Cedex</u> | 1 |
| ⇒ Monsieur le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours -
du Haut-Rhin - 7 avenue Joseph REY - <u>68027 COLMAR Cedex</u> | 1 |
| ⇒ Madame le Chef du Service Interministériel de Défense et de Protection Civile
(S.I.D.P.C.) - <u>PRÉFECTURE</u> | 1 |
| ⇒ Monsieur le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et
de l'Environnement - Groupe de Subdivisions du Haut-Rhin -
7 rue Edouard Richard - <u>68000 COLMAR</u> | 3 |
| ⇒ Monsieur le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de
l'Environnement d'Alsace
1 rue Pierre Montet - <u>67082 STRASBOURG Cedex</u> | 1 |
| ⇒ Monsieur le Directeur de l'Agence de l'Eau Rhin-Meuse
" Le Longeau " ROZERIEULLES - B.P. 19 - <u>57161 MOULINS-LES-METZ</u> | 1 |
| ⇒ Monsieur l'Adjoint au Directeur Régional de l'Environnement
chargé du Service de l'Eau et des Milieux Aquatiques
24 Grand'Rue - B.P. 55 - <u>68180 HORBOURG-WIHR</u> | 1 |
| ⇒ Madame le Directeur des Actions Interministérielles
Bureau de l'Action Économique et de l'Emploi - <u>PRÉFECTURE</u> | 1 |
| ⇒ Monsieur le Sous-Préfet de MULHOUSE
9A avenue du Président Kennedy - B.P. 1108 - <u>68052 MULHOUSE Cedex</u> | 1 |
| ⇒ Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique
B.P. 3109 - <u>68062 MULHOUSE Cedex</u> | 1 |

B O R D E R E A U D ' E N V O I

Installations Classées

**Société GAZ DE FRANCE – Remise en état du site de l'ancienne usine à gaz située
2 rue de l'III à Illzach**

Ampliation de l'arrêté préfectoral du **30 JUIN 2000** portant prescriptions complémentaires.

Transmis pour : information, - exécution en ce qui le concerne.

Le Préfet,



Pour le Préfet,
et par délégation
Le Chef de Bureau

Bicentenaire du CORPS PRÉFECTORAL

Christian AULEN



Liberté . Égalité . Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Direction des
Collectivités Locales et
de l'Environnement

Bureau des Installations
Classées

DR/AG

PRÉFECTURE DU HAUT-RHIN

ARRETE

n° **001831** du **30 JUIN 2000** portant
prescriptions complémentaires à la Société GAZ DE France en vue de
la remise en état du site de l'ancienne usine à gaz, située 2 rue de l'III à
ILLZACH

LE PREFET DU HAUT-RHIN
Chevalier de la Légion d'Honneur

- VU la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 modifiée relative aux installations Classées pour la Protection de l'Environnement,
- VU le tableau modifié, annexé au décret du 20 mai 1953 pris pour l'application de l'article 5 de la loi du 19 décembre 1917 relative aux établissements dangereux, insalubres ou incommodes, constituant la nomenclature des installations classées,
- VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour l'application de la loi susvisée,
- VU les arrêtés préfectoraux des 14 septembre 1960, 30 avril 1963, 9 décembre 1963 et 29 mars 1965 par lesquels la Société Mulhousienne du Gaz 19 rue de l'Arc à Mulhouse a été autorisée à exploiter, à Illzach un dépôt de gaz combustibles liquéfiés de 910 000 kg dans l'enceinte de l'usine à gaz,
- VU le courrier de la Société Gaz de France en date du 22 avril 1998 adressé au Ministère de l'Environnement sollicitant l'inscription du site de l'ancienne usine à gaz située 2 rue de l'III à ILLZACH en tant que site de classe 2, au protocole d'accord en date du 25 mai 1996 entre le Ministère de l'Environnement et Gaz de France relatif à la maîtrise et au suivi de la réhabilitation des anciens terrains d'usine à gaz,
- VU le rapport établi en juin 1998 à la demande de la Société Gaz de France et relatif au diagnostic approfondi de l'ancienne usine à gaz située 2 rue de l'III à ILLZACH,
- VU l'arrêté préfectoral n° 990 386 du 2 mars 1999 portant prescriptions complémentaires à la Société Gaz de France et prévoyant notamment la réalisation d'une étude des risques présentés par le site de l'ancienne usine à gaz située 2 rue de l'III à Illzach du point de vue environnemental et devant définir les solutions techniques de traitement des terrains et les objectifs de dépollution adaptés à l'usage ultérieur de ceux-ci,
- VU le rapport en date du 20 décembre 1999 établi à la demande de la Société Gaz de France et relatif à l'évaluation détaillée des risques et à la proposition de solutions de réhabilitation du site de l'ancienne usine à gaz située 2 rue de l'III à ILLZACH,



Bicentenaire du CORPS PREFECTORAL

VU les rapports de l'Inspecteur des installations classées des 9 mars 2000 et 02
Juin 2000,

VU l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène en date du 4 mai 2000,

APRES communication à la Société Gaz de France du projet d'arrêté de prescriptions,

CONSIDERANT qu'il a été mis en évidence, sur le site de l'ancienne usine à gaz, située 2 rue de l'III à Illzach, une zone de déchets industriels et terres polluées, conséquence de l'exploitation de l'usine susvisée,

CONSIDERANT que la Société Electricité de France est actuellement propriétaire de certains terrains de l'ancienne usine à gaz susvisée, terrains qu'elle a acquis auprès de la Société Mulhousienne du Gaz,

CONSIDERANT que la Société Gaz de France ayant repris en totalité le capital de la Société Mulhousienne du Gaz, elle-même issue de la Compagnie du Gaz de Mulhouse, ancien exploitant, doit être considérée comme responsable du traitement des déchets et terres polluées conséquence de l'exploitation de l'usine susvisée sans préjudice de la responsabilité au sens du Code Civil et conformément au protocole précité,

CONSIDERANT que la présence de ces déchets et terres polluées est susceptible de présenter un potentiel important de pollution des eaux souterraines,

CONSIDERANT que le site est dans un état tel qu'il peut se manifester des dangers ou inconvénients pour les intérêts mentionnés à l'article 1^{er} de la loi du 19 juillet 1976 susvisée,

CONSIDERANT qu'il y a lieu d'imposer des prescriptions visant à assurer l'élimination des déchets industriels et terres polluées mises en évidence à l'occasion des investigations menées sur le site,

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du Haut-Rhin,

ARRETE

Article 1^{er}

La Société Gaz de France devra procéder à la remise en état du site de l'ancienne usine à gaz située 2 rue de l'III à Illzach afin qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article 1^{er} de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 modifiée relative aux Installations classées pour la protection de l'environnement.

Article 2

La réhabilitation du site sera réalisée conformément aux plans et données techniques contenues dans le rapport en date du 20 décembre 1999 relatif à l'évaluation détaillée des risques et à la proposition de solutions de réhabilitation en tout ce qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté et des règlements en vigueur.

La Société Gaz de France devra se conformer aux prescriptions ci-dessous énoncées.

Article 3 : Classement des déchets et terres polluées

En référence aux données contenues dans le rapport en date du 20 décembre 1999 relatif à l'évaluation détaillée des risques et à la proposition de solutions de réhabilitation, les déchets et terres polluées susceptibles d'être rencontrés lors des travaux de remise en état se répartissent en 5 catégories selon le type et la concentration des polluants contenus :

	Concentration en HAP (hydrocarbures aromatiques polycycliques) (mg/kg matières sèches)	Concentration en Benzène (mg/kg matières sèches)	Concentration en TEX (toluène, éthylbenzène, xylène) (mg/kg matières sèches)	Concentration en cyanures totaux (mg/kg matières sèches)	Concentration en métaux lourds (Pb, Cu, Ni) (mg/kg matières sèches)
Catégorie 1	≥ 2000	-	-	-	-
Catégorie 2	≥ 500 et < 2000	-	-	≥ 50	-
Catégorie 3	≥ 500 et < 2000	-	-	< 50	-
Catégorie 4	≥ 50 et < 500	-	-	< 50	-
Catégorie 5	< 50	< 1	< 30	< 50	< 150

Toute découverte de déchets et terres polluées d'une catégorie différente de celles visées ci-dessus sera signalée à l'inspection des installations classées. L'excavation, le traitement et les filières d'élimination de ces déchets et terres polluées seront soumis à l'avis de l'inspection des installations classées avant réalisation.

Article 4

Les terres seront triées par catégorie et ne seront pas mélangées aux terres et matériaux propres.

Les postes de travaux seront délimités et des mesures de protection spécifiques seront prises pour éviter l'envol de poussières et l'émission de gaz.

Une aire de tri, suffisamment dimensionnée, des terres en attente soit des résultats d'analyse, soit d'enlèvement vers le traitement approprié sera délimitée sur le site. Cette aire sera étanche et disposée en capacité de rétention de telle sorte que les égouttures et les eaux météoriques puissent être retenues.

Dès sa découverte, toute zone polluée non répertoriée dans le rapport susvisé établi en juin 1998 (relatif au diagnostic approfondi) et dans le rapport susvisé du 20 décembre 1999 (relatif à l'évaluation détaillée des risques et à la proposition de solutions de réhabilitation) sera signalée à l'inspecteur des installations classées.

Article 5 : Destinations des terres et des déchets

Selon leur catégorie, les terres et déchets pollués seront excavés et traités de la manière suivante :

- **Les terres et déchets de la catégorie 1** seront excavés et traités :
 - soit hors site, dans une installation autorisée à cet effet, au titre de la loi du 19 juillet 1976 modifiée, notamment pour les goudrons liquides,
 - soit sur site, après accord de l'inspecteur des installations classées, dans une installation respectant les dispositions du présent arrêté. Si après traitement sur site, ces terres et déchets entrent dans la catégorie 3, ils pourront alors être confinés sur le site. Dans le cas contraire, ils seront éliminés vers un centre de traitement autorisé à cet effet au titre de la loi du 19 juillet 1976 modifiée.
- **Les terres de la catégorie 2** seront excavées et feront l'objet d'un confinement total. Les critères de conception et d'aménagement de la zone de confinement sont définis à l'article 6 du présent arrêté.
- **Les terres de la catégorie 3** seront excavées et traitées (hors site ou sur site après accord de l'inspecteur des installations classées) ou confinées sur le site. Les critères de conception et d'aménagement de la zone de confinement sont définis à l'article 7 du présent arrêté.
- **Les terres de la catégorie 4** seront laissées en place. Les zones concernées seront physiquement repérées. Les terrains concernés seront exclusivement réservés à un usage industriel (bureaux et activités techniques en cas de maintien dans le patrimoine Gaz de France) et dans le cas du non maintien de ceux-ci dans le patrimoine Gaz de France, des servitudes d'utilité publique devront être instituées. En cas de changement de l'usage des terrains (usage non industriel), les terres seront excavées et traitées comme des terres de la catégorie 3.
- **Les terres de la catégorie 5** seront laissées en place. Les zones concernées seront réputées propres.
- Les terres polluées en provenance du site de l'ancienne usine à gaz située rue de l'Arc à Mulhouse et stockées sur le site de l'ancienne usine à gaz située 2 rue de l'III à Illzach seront confinées dans la zone de confinement des terres de la catégorie 2, selon les critères de conception et d'aménagement de la zone de confinement des terres de la catégorie 3.

Les bordereaux justifiant de la bonne élimination des terres et déchets seront tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 6 : Critères de conception et d'aménagement de la zone de confinement des terres de la catégorie 2

La zone de confinement des terres de catégorie 2, dite de « confinement total », fera l'objet d'une étanchéification des fonds, des flancs et de la surface, chimiquement compatible avec les terres contaminées stockées et mécaniquement acceptable au regard de la géotechnique du projet. Aucun réseau ne devra traverser la zone de confinement. Celle-ci sera conçue de façon à ce qu'il n'y ait pas de risque d'endommagement du confinement.

Des contrôles de la qualité et de la bonne réalisation de la pose de l'étanchéification pourront être demandés par l'inspecteur des installations classées. Ces contrôles seront réalisés par un organisme indépendant.

Un réseau drainant de fond sous la zone confinée sera mis en place afin de collecter les eaux météoriques. Les flancs de l'installation de stockage doivent être équipés d'un dispositif drainant adapté facilitant le cheminement des eaux vers le drainage de fond.

Les eaux ainsi recueillies devront être dirigées vers un bassin de stockage étanche aménagé à cet effet. L'évacuation des eaux se fera conformément aux dispositions de l'article 9.3.2.

Il sera aménagé un fossé étanche de collecte suffisamment dimensionné ceinturant la zone de confinement totale avec un point bas permettant le recueil des eaux de ruissellement. Celui-ci doit obligatoirement être mis en place avant le début de l'exploitation. Son maintien à l'issue des travaux sera examiné au vu des résultats d'analyse des eaux.

Cette zone de confinement devra être maintenue dans le patrimoine Gaz de France.

Article 7 : Critères de conception et d'aménagement de la zone de confinement des terres de la catégorie 3

La zone de confinement des terres de catégorie 3 fera l'objet d'une étanchéification de surface chimiquement compatible avec les terres contaminées stockées et mécaniquement acceptable. Aucun réseau ne devra traverser la zone de confinement. Il sera aménagé un fossé étanche de collecte suffisamment dimensionné ceinturant le dépôt avec un point bas permettant le recueil des eaux de ruissellement. Celui-ci doit obligatoirement être mis en place avant le début de l'exploitation. Son maintien à l'issue des travaux sera examiné au vu des résultats d'analyse des eaux.

L'évacuation des eaux se fera conformément aux dispositions de l'article 9.3.2.

Des contrôles de la qualité et de la bonne réalisation de la pose de l'étanchéification de surface pourront être demandés par l'inspecteur des installations classées. Ces contrôles seront réalisés par un organisme indépendant.

Cette zone de confinement devra être maintenue dans le patrimoine Gaz de France.

Article 8 : Bilan d'achèvement des travaux et servitudes

Au cours des travaux, un bilan semestriel comportant une synthèse des opérations effectuées, les procédures d'échantillonnage et les résultats d'analyses obtenus sur ces échantillons, les traitements et les destinations des différents lots de matériaux sera transmis à l'inspecteur des installations classées.

A l'achèvement des travaux de réhabilitation du site, il sera transmis à l'inspecteur des installations classées un rapport final aux fins d'attester du respect des objectifs de traitement définis dans le présent arrêté :

- comportant une synthèse des opérations effectuées, les résultats d'analyses explicités par les méthodologies d'échantillonnage, les traitements et les destinations des différents lots de matériaux,

- décrivant le niveau de pollution résiduel du sous-sol et une interprétation de ces résultats par analyse en particulier des paramètres suivants : HAP, BETX, hydrocarbures totaux, phénols, cyanures, métaux lourds. Le contrôle du niveau de pollution résiduel du sous-sol devra être effectué par un organisme qualifié indépendant. La méthode de contrôle sera soumise à l'avis de l'inspection des installations classées. Elle sera basée sur un maillage représentatif et sur des prélèvements aléatoires aux fins d'analyses,
- délimitant les zones d'aménagements,
- proposant les servitudes à prendre sur ces terrains (servitudes d'utilité publique, maintien dans le patrimoine Gaz de France) y compris les contrôles nécessaires à la surveillance du site, en fonction de l'usage prévu des différentes zones, notamment à la surveillance des eaux souterraines.

Article 9 : Prévention des pollutions

Article 9.1 : Air - Odeurs

L'émission à l'atmosphère de fumées, de suies, de poussières ou de gaz de devra pas incommoder le voisinage, nuire à la santé ou à la sécurité publique, à la bonne production agricole, à la bonne conservation des monuments et au caractère des sites.

Pour le traitement sur site, les systèmes de captation devront être conçus et réalisés de manière à optimiser la captation des gaz, vésicules et particules émis par rapport au débit d'aspiration.

Les effluents ainsi aspirés devront être traités au moyen des meilleures technologies (laveurs, dépoussiéreurs, dévésiculeurs, filtres...) Le cas échéant, des systèmes séparatifs de captation et de traitement seront réalisés pour empêcher le mélange de produits incompatibles.

Tout brûlage à l'air libre sera strictement interdit.

Article 9.2 : Déchets

Les déchets résultant des différentes opérations réalisées sur le site seront éliminées dans des installations réglementées à cet effet au titre de la loi du 19 juillet 1976 modifiée, dans des conditions nécessaires pour assurer la protection de l'environnement.

Article 9.3 : Eaux

Article 9.3.1 : Barrage hydraulique en aval du site

Durant les travaux de remise en état, une surveillance hebdomadaire de la qualité des eaux souterraines sur un paramètre représentatif (traceur) sera mise en oeuvre dans des ouvrages de contrôle situés en aval hydraulique des sources de pollution et choisis en accord avec l'inspection des installations classées. En cas d'impact additionnel constaté, un dispositif de pompage des eaux de la nappe phréatique sera mis en oeuvre sans délai en aval hydraulique du site en vue de créer un barrage hydraulique destiné à réduire le risque d'impact additionnel sur la qualité des eaux souterraines. Les modalités de mise en oeuvre de ce dispositif seront définies par un hydrogéologue qualifié. Les eaux ainsi pompées seront traitées et évacuées conformément aux dispositions de l'article 9.3.2.

Article 9.3.2

Les eaux suivantes seront collectées et stockées avant rejet ou élimination :

- les eaux de pluie et égouttures issues de l'aire de tri,
- les eaux industrielles de traitement des déchets et terres de catégorie 1,
- les lixiviats issus du réseau de drainage mis en place dans la zone de confinement des terres de catégorie 2,
- les eaux de ruissellement collectées en périphérie de la zone de confinement totale des terres de catégorie 2,
- les eaux de ruissellement collectées en périphérie de la zone de confinement de fond des terres de catégorie 3,

Les eaux pompées visées à l'article 9.3.1 seront collectées avant rejet ou élimination.

L'utilisation des eaux visées ci-dessus est strictement interdite sur le site.

Ces eaux seront contrôlées avant rejet ou élimination selon l'article 10.4.1 :

- les eaux qui après contrôle sont considérées comme non contaminées selon les critères définis à l'article 10.4.1. pourront être rejetées, après accord du gestionnaire du réseau, dans le réseau d'assainissement,
- si elles sont contaminées, ces eaux seront conditionnées dans des fûts en vue d'un traitement dans une installation capable de les recevoir. Si ces effluents sont traités par une station d'épuration urbaine, un accord écrit du gestionnaire de la station devra être obtenu. Les bordereaux de suivi justifiant de la bonne élimination seront tenus à la disposition de l'Inspecteur des installations classées.

Article 9.4 : Bruits et vibrations

Les travaux seront réalisés de façon à ce qu'ils ne puissent être à l'origine de bruits ou vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou constituer une gêne pour sa tranquillité.

Les émissions sonores des véhicules matériels et engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement devront répondre aux règlements en vigueur, en particulier aux exigences du décret n° 69-380 du 18 avril 1969 et des textes pris pour son application.

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.) gênant pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

Article 10 : Contrôles et suivis

Article 10.1 : Caractérisation des terres contaminées

Les terres contaminées ainsi que les fonds de fouilles feront l'objet d'analyses de caractérisation sur des échantillons représentatifs par un laboratoire qualifié, en vue de déterminer la catégorie de classement des terres contaminées et de déterminer la limite d'excavation.

Les analyses porteront en particulier sur les hydrocarbures aromatiques polycycliques, les BTEX, les cyanures totaux et les métaux lourds, conformément aux normes en vigueur.

Article 10.2 : Air - Odeurs

S'il est mis en place, le dispositif de piégeage des émanations gazeuses du stockage sera régulièrement contrôlé et entretenu afin de maintenir son efficacité.

Des prélèvements d'air en sortie de ce dispositif aux fins d'analyse pourront être demandés par l'inspecteur des installations classées. Les paramètres analysés seront soumis à l'accord de l'inspecteur des installations classées.

Article 10.3 : Déchets

Les bordereaux justifiant de la bonne élimination des déchets résultant des différents travaux seront tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

Article 10.4 : Eaux

Article 10.4.1

Les eaux visées à l'article 9.3 feront l'objet de prélèvements et d'analyses en vue de déterminer leur destination finale.

Les eaux non contaminées et les eaux résiduelles du chantier devront avant rejet dans le réseau d'assainissement respecter les valeurs limites suivantes :

- pH compris entre 6,5 et 9
- température inférieure ou égale à 30°C

Paramètres	Concentration moyenne sur 24 h (mg/l)	Normes
Demande biochimique en oxygène (DBO ₅)	< 800	NF T 906103
Demande chimique en oxygène (DCO)	< 2 000	NF T 90-101
Matières en suspension (MES)	< 600	NF EN 872
Métaux lourds totaux (Cr total + Cd + Ni + Pb + As + Zn + Cu)	< 15	-
Hydrocarbures totaux	< 5	NF T 90-114
HAP	< 0,05	NF T 90-115
BTEX	< 1,5	-
Cyanures totaux	< 0,1	NF T 90-107
Indice phénols	< 0,1	XP T 90-109
Azote ammoniacal	< 10	NF T 90-015

Article 10.4.2 : Evaluation de la migration et de l'étendue spatiale de la pollution des eaux de la nappe phréatique

Afin d'évaluer l'étendue spatiale de la pollution des eaux souterraines en aval hydraulique du site, des puits de contrôle supplémentaires seront implantés. L'emplacement, le nombre et les caractéristiques de ceux-ci seront définis par un hydrogéologue qualifié. Si de tels puits existent, ils pourront être utilisés.

Pendant une période de 5 années à compter de la notification du présent arrêté, un contrôle semestriel (en période de hautes et basses eaux) des eaux de la nappe phréatique sera réalisé sur les puits de contrôle dénommés Pb, P1, P2, P4, P5 dans le rapport en date du 20 décembre 1999 susvisé et sur les puits supplémentaires à implanter visés précédemment.

Les paramètres analysés porteront sur :

- HAP,
- Benzène,
- Toluène,
- Ethylbenzène,
- Xylène,
- Hydrocarbures totaux,
- Cyanures totaux,
- Cyanures libres
- Phénols
- Azote ammoniacal,
- Métaux lourds (Cr VI, Cr total, Cd, Ni, Pb, V, Al, Zn, Cu).

Un relevé du niveau piézométrique sera effectué lors de chaque prélèvement dans les puits de contrôle susvisés.

Les contrôles seront réalisés par un laboratoire agréé par le ministère chargé de l'environnement, choisi en accord avec l'inspection des installations classées. Les résultats seront communiqués dès réception à l'inspection des installations classées.

Les paramètres et les fréquences d'analyse pourront être revus en fonction des résultats obtenus et après avis de l'inspection des installations classées.

Article 10.5 : Contrôles inopinés

Tous les rejets et émissions ainsi que les déchets et les terres pourront faire l'objet de contrôles inopinés à la demande de l'inspecteur des installations classées. Les frais engendrés par l'ensemble de ces contrôles seront à la charge de la Société Gaz de France.

Article 11 : Dispositions relatives à la sécurité

Article 11.1 : Dispositions générales

Afin d'en contrôler l'accès, l'installation sera entourée d'une clôture efficace et résistante. Des panneaux signalant l'interdiction d'accès au site seront mis en place sur le périmètre autorisé.

Article 11.2 : Règles d'aménagement - Accès, voies et aires de circulation

A l'intérieur du site, les pistes et voies d'accès seront nettement délimitées, entretenues en bon état et dégagées de tout objet susceptible de gêner la circulation.

La Société Gaz de France fixera les règles de circulation, et si nécessaire de stationnement, applicables à l'intérieur du site.

Article 11.3 : Règles d'exploitation et consignes

La Société Gaz de France établira des consignes d'exploitation qui fixeront le comportement à observer par le personnel et les personnes présentes (visiteurs, personnel d'entreprises extérieures...)

Elle s'assurera fréquemment de la bonne connaissance des consignes par son personnel et également que celles-ci ont bien été communiquées en tant que de besoin aux personnes extérieures venant à être présentes sur le site.

Article 12 : Echéances

Les travaux d'excavation et de traitement des terres devront être effectués par la Société Gaz de France avant toute cession de terrain.

Les travaux d'excavation et de traitement des déchets et terres de la catégorie 1 devront être réalisés dans un délai maximal de 1 an à compter de la notification du présent arrêté.

Les travaux de réhabilitation du site seront terminés dans un délai maximal de 2 ans à compter de la notification du présent arrêté.

Article 13 : Frais

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté seront à la charge de la Société Gaz de France.

Article 14

Le Secrétaire Général de la Préfecture du Haut-Rhin,
le Maire d'ILLZACH,
le Directeur départemental de la sécurité publique,
les inspecteurs des installations classées de la Direction régionale de l'industrie, de la
recherche et de l'environnement ,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation
sera notifié à la Société Gaz de France.



Pour ampliation
Pour le Préfet
et par délégation
Le Chef de Bureau :


Christian AULEN

Fait à COLMAR, le **30 JUIN 2000**

Le Préfet

Pour le Préfet,
et par délégation,
Le Secrétaire Général

Signé : O. LAURENS-BERNARD

Délais et voie de recours (article 14 de la loi du 19
juillet 1976 précitée)

La présente décision peut être déférée au tribunal
administratif :

- par la Société Gaz de France, dans un délai
de deux mois à compter du jour où elle a été
notifiée,
- par les tiers, les communes intéressées ou
leur groupement (...) dans un délai de quatre
ans à compter de sa publication ou de son
affichage.